

Étude des crédits du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Réintégrer des milliers de personnes en emploi avec des « peanuts »

Québec, 25 avril 2016 -- À l'occasion de l'étude des crédits du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), la Coalition Objectif Dignité dénonce l'insuffisance du budget consacré au soutien des personnes assistées sociales. Son porte-parole, Serge Petitclerc, était présent à l'Assemblée nationale cet après-midi en compagnie de Dave Turcotte du Parti Québécois, Françoise David de Québec solidaire et Maryse Rousseau du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ).

« Si le ministre Blais tient vraiment à favoriser la réintégration en emploi des personnes assistées sociales, comme il prétend le faire avec le projet de loi 70, il doit d'abord hausser leurs prestations à un niveau décent et mettre en place une gamme de mesures d'aide à l'emploi volontaires et mieux adaptées aux besoins et aux aspirations des personnes qui sont exclues du marché du travail. Ce n'est pas avec les "peanuts" accordées dans le dernier budget qu'il y parviendra », de s'indigner Serge Petitclerc, porte-parole de la Coalition.

M. Petitclerc ajoute : « Les 10 millions \$ supplémentaires annoncés dans le dernier budget Leïtão pour le Programme objectif emploi ne compensent même pas les coupes des dernières années. Selon ce qu'on en sait, aucune nouvelle mesure n'est prévue. Nous sommes à des années-lumière des intentions du ministre exprimées dans le projet de loi 70 présentement à l'étude ».

Actuellement, de nombreuses personnes rencontrent des difficultés pour trouver un emploi stable et qui leur permette de sortir de la pauvreté. Pour chaque emploi disponible en 2015 au Québec, il y avait cinq personnes qui étaient justement en recherche d'un emploi. Dans ce contexte, l'intégration durable au marché du travail est encore plus difficile pour les personnes immigrantes ou racisées, les personnes peu qualifiées ou peu scolarisées, ainsi que les personnes plus âgées.

Comme le souligne Mme Rousseau du SFPQ, lequel représente tous les agentEs d'aide d'Emploi-Québec, « les coupes de personnel et les nombreuses réformes successives que le gouvernement impose au ministère depuis des années créent des obstacles importants à l'intégration sociale et professionnelle des prestataires. Les fermetures de centres locaux d'emploi, la diminution du nombre d'agentes et d'agents qui accompagnent directement les citoyens dans leurs démarches, la priorité accordée à une intégration très rapide dans n'importe quel emploi et ce, sans égard à la qualité de celui-ci, ce sont tous des éléments qui nous inquiètent sur la vision qui se dégage de ce ministère dont les budgets et le personnel viennent encore d'être coupés. Le ministère choisit de délaisser les prestataires et de les référer à des centres d'appels. Est-ce vraiment là une approche gagnante de réinsertion sociale? »

La Coalition objectif dignité, formée d'une vingtaine de regroupements provinciaux de groupes communautaires, s'oppose au projet de loi 70 depuis son dépôt en novembre 2015.